

Individualiser l'allocation de base *Christopher Houghton Budd*

Au niveau mondial les biens et services existent en suffisance pour couvrir les besoins fondamentaux de tous les êtres humains. Tout cela n'est-il donc pas qu'une question de répartition ? — Au lieu d'une allocation de base garantie par l'État, c'est une réorientation des caisses de retraite, des salaires et de l'âge de la retraite qui est proposée ici.

Dans une société civilisée, on pourrait s'attendre à ce que ses membres assurent [solidairement, *ndt*] entre eux les besoins de base de tout un chacun. Eu égard aux grandes dépenses militaires, aux entreprises économiques administrées par l'état de manière inefficaces et de l'individualisme progressant sans cesse qui engendre un opulence toujours plus grande, ceci n'est pas une question de quantité d'argent dans la plupart des régions du monde, mais relève au contraire de la manière dont on s'y prend pour en assurer sa répartition. Avec cela, deux questions surgissent avant tout : nous rendons-nous compte, qu'abstraction faite de la répartition, la propriété caractéristique de nos économies modernes est une aisance plus élevée ? Et avons-nous le grand style ou bien même l'intérêt personnel, de mettre à profit une part de cette prospérité de sorte que tous les êtres humains puissent satisfaire leurs besoins fondamentaux ? Ces deux questions s'appartiennent mutuellement. La volonté de la dernière permet de voir la première — et inversement.

État, marché ou être humain ?

De nouveau deux problèmes centraux se relient en soi. L'un concerne notre image du monde, l'autre sa transposition. D'une part, la volonté, de transposer un tel projet ne naîtra pas tant que nous pensons que cela n'a servi qu'à appauvrir beaucoup de gens ou la « lutte pour la survie » — ou bien que d'autres idées plus ou moins racistes ont guidé nos représentations. Ce sont celles-ci qui nous empêchent de percevoir les besoins de nos semblables. C'est à cet égoïsme qui active actuellement aussi la réplication constante de représentations comme celles de la « main invisible [du marché, *ndt*] », le prix le plus bas possible et la concurrence — tous des concepts de base de l'actuelle science économique. La manière de se débarrasser de telles idées fixes se laisse débattre. Mais nous en libérer s'avère nonobstant indispensable, si nous voulons faire de nous-même une source de prospérité. Pour le second problème, la transposition pratique donne en principe trois possibilités :

1. Laisser cela à l'État. Cela conduit au SMIG, qui serait minimum parce que l'État en tant qu'acteur économique compte dans les valeurs moyennes et ne peut pas entrer dans les besoins spécifiques des individus. L'état a tendance à devenir naturellement bureaucratique et insuffisant.
2. Laisser cela aux forces du marché. Celles-ci appartiennent au domaine des marchandises et ne peuvent pas servir de moyen pour déterminer le revenu. Le travail en deviendrait un marchandise et, pire encore, le revenu l'échelle de mesure de la dignité de l'être humain.
3. Diriger l'attention sur les êtres humains, desquels proviennent la production et la distribution du bien-être. Comment ceux-ci distribuent collectivement le bien-être sociétal de sorte qu'une allocation de base en revienne à tous ?

Discussion au lieu de mérite

Ce qui est prépondérant c'est ici, d'une part, que la hauteur de ce revenu ne devrait pas être d'un montant homogène fixe. Ceci devrait seulement être l'affaire de ceux qui sont directement concernés. Par exemple, les collaborateurs d'une entreprise pourraient disposer d'un montant d'ensemble et se le partager entre eux. D'autre part, cette somme d'ensemble doit être aussi supportable pour l'entreprise et être associées aux questions suivantes : que pouvons-nous faire en commun pour contribuer au bien-être de la société, afin que le revenu de notre entreprise (la valeur de ses produits) soit apprécié et rémunéré d'une manière convenable ?

Cette discussion devrait avoir lieu au sein d'une entreprise. Le rôle de l'État c'est de créer les conditions cadres pour que de telles ententes puissent se réaliser. Ensuite des lois extérieurement édictées, garantissant un revenu de base, sont minimisées, voire même encore complètement évitées. Pourtant l'État ne devrait pas se charger de la responsabilité de telles ententes individuelles ou bien encore les saper — étant donné sinon qu'un tel comportement social en serait politisé, au lieu que la tâche de nous garantir à tous actuellement un revenu de base restât bien de nature économique.

Sagesse au lieu de rente

Des réflexions analogues se laissent transposer sur les prestations sociales, qui sont toutes des variantes de ce même problème, à savoir : Comment puis-je moi-même assurer financièrement ma subsistance, ici et maintenant, et en même temps aussi aux autres, là-bas et ensuite ? La difficulté de résoudre ceci n'a que futilité à faire avec

les possibilités pratiques de gré à gré ou économiques, mais au contraire avant tout avec la reconnaissance de comment l'individu peut surmonter sa dépendance au Je dans la vie économique.

Notre manière de concevoir le travail et l'emploi qu'on occupe, c'est là-dedans que se trouve le problème ! Si nous étions tous rémunérés pour les résultats de nos activités, au lieu d'être payés rétroactivement pour un travail, l'actuel concept d'emploi occupé n'existerait pas. Et c'est en lui que dépend le problème qu'au jour d'aujourd'hui, la retraite est fixée à un âge déterminé. Quelle ineptie économique et humaine ! Avec ce droit octroyé de l'extérieur, nous créons nous-mêmes le problème à venir. Celui-ci devient ensuite manifeste, au plus tard lorsque nous tentons de résoudre le problème des pensions de retraite en relevant l'âge de retraite. Si les gens, au lieu de travailler dans une position d'emploi, comprenaient que c'est là leur contribution sociétale qu'ils réalisent ainsi et pour laquelle ils sont rémunérés, ils ne penseraient pas à un âge moyen pour se retirer de la vie du travail. On peut déterminer le nombre des habitants de plusieurs de villes et diviser la somme par le nombre de ville, pour compter le nombre moyen d'habitants. Est-ce que pour autant il doit y avoir le même nombre d'habitants dans toutes les villes ? Les grandeurs moyennes sont des nombres importants en statistique mais dans l'économie, elles mènent à de faux positionnements d'objectifs.

Si les gens prenaient leur retraite à des âges différents, ces grands nombres des décisions apparemment séparées les unes des autres ne s'en compenseraient pas moins. À partir de la simple base du fait que revenus et dépenses ne sont que les deux revers d'une même transaction. En outre nous pourrions remarquer aussi ensuite que la rente de retraite n'est pas une « dépossession de force de travail » mais qu'elle signifie à sa place dans la vie hors du travail un « don de sagesse ». Cette distinction est économiquement réelle et pas insignifiante.

Directement au lieu de la pension

Finalement la question-clef du système social : Comme l'argent doit-il être transféré de moi aux autres ? La plus claire des réponses là-dessus c'est de s'assurer que « mon revenu » inclue aussi un montant suffisamment grand pour les « autres » et que celui-ci sera versé sur un compte qui soit approprié pour cela. Calcul et transactions devraient s'ensuivre immédiatement sans manœuvre dilatoire. Ceci est une proposition controversée. Elle contredit l'idée de consolidation des rentes au moyen de la couverture du capital et est donc considérée avec scepticisme.

Entre temps la plupart des gens se sont nonobstant placés dans la dépendance de cette manière de procéder et ne remarquent pas qu'ils engendrent de ce fait un stock de capital qui ne devrait pas exister.

Retournement triple du penser

La question sociale essentielle dans son ensemble c'est de savoir si ce triple retournement du penser, tel qu'il a été esquissé ici (rémunération pour la contribution sociale au lieu de salaire pour un travail, annulation de l'âge prescrit du départ en retraite et changement pour le procédé de répartition des pensions) engendrera-t-il la volonté qui est nécessaire pour surmonter l'égoïsme ?

Si elle ne l'est pas, alors la vraisemblance est concevable que les assurances sociales seront privatisées avec le temps et individualisées, l'âge d'entrer en retraite devra donc être relevé (et en conséquence le délai de vie entre l'abandon de la vie du travail et la mort raccourci d'autant, de sorte que l'idée même de la retraite perdra sa signification¹) et les fonds de pension s'en trouveront de plus en plus dépendants de la capitalisation immobilière. Pourtant cela ne ferait que repousser le glas d'une réflexion en retour sur l'économie. Lorsque ce glas sonnera, les gens reconnaîtront qu'il eût mieux fallu se consacrer aux activités qu'exige leur détermination d'eux-mêmes, au lieu de ne travailler que pour un salaire. C'est mieux d'avoir fait quelque chose toute sa vie durant pour laquelle on a ressenti de l'amour et pour laquelle on a été rémunéré que d'épargner ce temps fort du sentiment de vie que pour la fin de semaine et la retraite. Car le simple travail d'un être humain n'a jamais eu de valeur économique et n'octroie aucune dignité de vie. La reconnaissance apportée par ses semblables et la rémunération financière de la contribution unique que quelqu'un produit pour la société, font seulement prospérer la vie économique et octroient à l'existence humaine sa dignité.

Das Goetheanum 22/2016. (Traduction Daniel Kmiecik)

Christopher Houghton Budd est historien de l'argent et de l'économie. www.christopherhoughtonbudd.com. L'article complet: www.grundeinkommen-nein.ch

¹ C'est déjà le cas pour certains de mes collègues chercheurs matérialistes de l'Université de Lille 1, parfaitement rompus au métier, envisage de mourir sur leur... paillasse de recherche, plutôt que de partir en retraite. Il va falloir que l'université veille à leur fournir les couches nécessaires à la poursuite dignement humaine de leurs recherches. *ndt*